



Sous-Commission Départementale pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur

Affaire suivie par : Lieutenant 1<sup>er</sup> classe PERRIN Philippe

Réf. : PP/EIR - 2020/228 - D 2020-001334

Tél. : 0437621457

Courriel : prv.bresse@sdis01.fr

Bourg-en-Bresse, le 24 avril 2020

<b>ERP N° : E-229-00004-000</b>	<b>Nom de l'établissement : Base de Loisirs - Centre Nautique de la Plaine de l'Ain</b>
<b>Types : PA - CTS - R - X - O - N - L</b>	<b>Adresse : 599 Route d'Etrez</b>
<b>Catégorie : 1<sup>ère</sup></b>	<b>Commune : 01340 MALAFRETAZ</b>
<b>Effectif total : 8 120 personnes</b>	<b>Exploitant : M. FEILLENS Christophe</b>
<b>Activité principale : PA - Etablissements de plein air</b>	

**OBJET : Projet de réaménagement de la base, démolition et construction d'ERP, modification des accès et des voies engins.**

**V/RÉE. : PA 001 229 20 D 0001** reçue le 19/02/2020, de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse.

#### **1- HISTORIQUE :**

La base de Loisirs de « la plaine tonique » se situe à l'ouest d'un plan d'eau de 95 ha (pratique de la baignade (juillet et août) et activités nautiques et motonautiques (mi-avril à mi-septembre).

Elle est constituée :

- d'un camping de 586 emplacements non classé ERP ; avec habitations légères (camping) ; divers bungalows (camping) ; de blocs sanitaires camping ;

- d'un ERP n° E-229-00004-000 classée en type PA avec activités de types O-N-L-R-W-X-M de 1<sup>ère</sup> catégorie depuis la SCDS du 12 novembre 2013.

L'établissement de type PA est un groupement établissements isolés entre eux constitué des ERP suivants :

- **un espace aquatique - E-229-00029-000** (mi-mars à mi-septembre) classé en type X de 2<sup>ème</sup> catégorie ;
- **un gîte collectif - E-229-00030-000** ouvert toute l'année classé en type O-N-L-R de 4<sup>ème</sup> catégorie ;
- **un gîte A (fermé) - E-229-00031-000** destiné à l'hébergement des saisonniers classé en type O de 5<sup>ème</sup> catégorie d'une capacité de 40 couchages non classé ERP ;
- **un gîte B (fermé) - E-229-00032-000** destiné à l'hébergement des saisonniers classé en type O de 5<sup>ème</sup> catégorie d'une capacité de 32 couchages non classé ERP ;
- **une maison des loisirs / Accueil / Bureaux / Salle TV - E-229 00033-000** ouverte toute l'année classée en type L - W de 4<sup>ème</sup> catégorie ;
- **un restaurant - E-229-00034-000** (mars à décembre) classé en type N-L de 4<sup>ème</sup> catégorie.

- un chapiteau - E-229-00035-000 installé en fixe (mi-avril à mi-septembre) classé en type CTS avec activités de types L - R - N de 4ème catégorie ;
- une halle d'animation - E-229-00037-000 ouverte toute l'année classée en type L de 3ème catégorie ;
- un magasin d'alimentation, dépôt de pain, contigu au poste de secours - E-229-00041-000 – classé en type M de 5ème catégorie

La base de loisirs regroupe également des constructions non ERP sur le site :

- hangar atelier (archerie) ;
- 2 hangars à bateaux (18 ml x 9 ml et 10 ml x 9 ml) ;
- local de surveillance des maîtres nageurs.

#### **Historique sommaire de l'ERP PA de la base de loisirs :**

25/09/2013 : courrier de M. Alain VIVIET maire de MALAFRETAZ, demandant le classement de la base de loisirs en ERP de type PA de 1ère catégorie.

05/08/2013 : courrier de M. Jean-Pierre ROCHE, Président de la Communauté de Communes de MONTREVEL-EN-BRESSE précisant le descriptif complet et la nature des activités de l'établissement.

12/11/2013 : Avis favorable de la SCDS au classement de la base de loisirs en type PA O-N-L-R-S-X de la 1ère catégorie, effectif déclaré de 8 000 personnes.

16/05/2017 : Visite périodique du PA, avis favorable de la SCDS en date du 30/05/2017.

**L'établissement fonctionne avec un avis favorable depuis la visite périodique du 12 novembre 2013.**

## **2- PRÉSENTATION SOMMAIRE DU PROJET :**

Le projet dont l'objectif est le renouvellement de l'image de la plaine tonique, prévoit de :

- réaménager l'entrée du public,
- réaménager les voies d'accès aux ERP et cheminements piétonniers,
- créer une esplanade centrale,
- démolir des bâtiments à usage d'ERP : bâtiment d'accueil et dépendances ; la maison des sports ; deux gîtes de groupes ; une épicerie snack ; le poste de secours et son commerce contigu,
- démolir des installations ouvertes au public de type sanitaires,
- construire des bâtiments pour l'aménagement d'ERP dont les types, les classements, les nombres de niveaux ne sont pas déterminés dans le présent dossier :
  - à l'entrée du site :
    - deux bâtiments accueil R+1,
    - une auberge de jeunesse/ MJC nombre de niveaux non définis,
  - au Sud-est sur le bord du lac :
    - un hébergement hôtelier R+1,
    - un espace bien être R+1,
    - un restaurant-salle de réunion R+1,
  - à l'Est sur le bord du lac : une maison des sports R+1 à proximité de l'actuel espace de restauration de groupes,
  - au centre à proximité des trois gîtes de groupes existants : une salle indoor R+1
- construire un bâtiment de stockage de 1 100 m<sup>2</sup> à simple rez-de-chaussée,
- implantation d'éclairages fonctionnels et scénographiques en hauteur ou suspendu,

Cependant le dossier n'est pas accompagné d'une notice descriptive de sécurité décrivant :

- les types ERP projetés, leurs classements, leurs nombres de niveaux,
- le nombre total de public prévu en simultané,
- les dégagements et leur nombres d'unités de passage (UP),
- les types d'éclairages de sécurité,
- ...

### **3- DOCUMENTS PRÉSENTÉS :**

- Notice de présentation du projet
- Plans (situation EDL, projet)

### **4- CLASSEMENT (art. GN 1) :**

Effectif du public : 8 000 personnes  
Effectif du personnel : 120 personnes  
**Effectif total : 8 120 personnes**

**TYPES : PA - CTS - R - X - O - N - L**

**CATÉGORIE : 1<sup>ère</sup>**

### **5- TEXTES APPLICABLES AU PROJET :**

- **Article L.421-3 du Code de l'Urbanisme.**
- **Dispositions générales des articles R.123-1 à R.123-55 et R.152-6 et R.152-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.**
- **Arrêté du 25 juin 1980 modifié** relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- **Arrêté modifié du 6 janvier 1983** fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type PA.
- **Arrêté modifié du 23 janvier 1985** fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type CTS.
- **Arrêté modifié du 25 octobre 2011** fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type O.
- **Arrêté modifié du 21 juin 1982** fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type N.
- **Arrêté modifié du 5 février 2007** fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type L.
- **Arrêté modifié du 4 juin 1982** fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type R.
- **Arrêté modifié du 21 avril 1983** fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type W.
- **Arrêté modifié du 4 juin 1982** fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type X.

- **Arrêté modifié du 22 décembre 1981** fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type M.
- **Arrêté préfectoral du 18 avril 2018** portant composition de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.
- **Arrêté préfectoral du 8 février 2019** portant règlement opérationnel des Services d'Incendie et de Secours de l'Ain.
- **Arrêté préfectoral du 21 mars 2017** portant règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) pour le département de l'Ain.

## **6- PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

A) Prendre les dispositions nécessaires au respect des dispositions de l'article GN 13 : *« l'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne pour son évacuation ».*

B) Le maître d'œuvre devra s'assurer, avant l'emploi sur le chantier de matériaux ou éléments de construction, que ceux-ci ont bien été essayés par un laboratoire agréé et que leur comportement au feu répond à l'utilisation qui en est faite (article R.123-5).

C) En application des articles R.123-43 et R.123-44 du code de la construction et de l'habitation :

- \* **Faire procéder par un organisme de contrôle agréé aux vérifications techniques exigées par la réglementation en vigueur.**
- \* **Le compte rendu des vérifications susvisées ainsi que les procès-verbaux concernant le comportement au feu des matériaux utilisés pour l'aménagement de cet établissement seront transmis au SDIS de l'Ain au moins 8 jours avant la visite d'ouverture.**

## **7- PRESCRIPTIONS :**

- 1) Implanter pour 8 000 personnes, cinq sorties totalisant 27 unités de passage (UP), judicieusement réparties, sans être inférieure à 2 UP (Article PA 7).
- 2) Aménager la desserte des ERP par des voies utilisables par les engins de secours (chaussée d'une largeur de 3 mètres minimum pour une largeur exigée comprise entre 8 et 12 m), des espaces libres, des voies échelles si hauteur du plancher bas du dernier niveau d'un ERP est supérieur à 8 m, conformes à l'article CO 2, avec sur largeur et aire de retournement le cas échéant. Le public doit pouvoir évacuer tout en croisant les engins de secours.
- 3) Garantir que chaque accès du PA, maintenu fermé pour les contraintes d'exploitation, soit facilement ouvrable et manœuvrable par les secours (Article PA 8 §1).
- 4) Interdire tout éclairage mobile ou suspendu. En effet, en aggravation aux dispositions des articles EC 5 et EC 6, les appareils d'éclairages mobiles ou suspendus sont interdits, ils pourraient en cas de chute au sol blesser et / ou nuire gravement à l'évacuation du public (Article PA 11).
- 5) Implanter un éclairage de sécurité (évacuation + balisage des dégagements) sur la totalité de la partie du site accessible au public en période nocturne, conformément aux articles EC 1 à EC 6. Des indications bien visibles doivent baliser les cheminements empruntés pour l'évacuation de l'établissement et être placées de façon telle que, de tout point accessible au public, celui-ci en aperçoive toujours au moins une, même en cas d'affluence (Articles R.123-8 du CCH, PA 11).

- 6) Positionner en différents points du PA des plans renseignés (évacuation, poste de secours, consignes de sécurité...) à la disposition du public (Article MS 41).
- 7) Transmettre à la SCDS, via la mairie pour le réaménagement du site PA un nouveau dossier constitué : (Article R. 123-22 du CCH)
  - d'une notice descriptive de sécurité complète et détaillée pour le site,
  - de plans avant et après travaux du site faisant apparaître nommément désignés les noms des ERP supprimés, les voies engins, les dégagements du site PA, les points d'eau DECI ...
  - la liste à jour des établissements ouverts et fermés et/ou leur date d'échéances de fermeture ou destruction,
  - une étude pour la DECI.
- 8) Transmettre à la SCDS, via la mairie pour chaque ERP à créer : (Article R. 123-22 du CCH)
  - un dossier constitué :
    - d'une notice descriptive de sécurité complète et détaillée,
    - de plans avant et après travaux de situation, de masse faisant apparaître nommément désignés les noms des ERP supprimés, les voies engins, les dégagements du site PA, les points d'eau DECI,
    - des plans des niveaux de l'établissement en projet à l'échelle et exploitable.

#### **8- DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI) :**

- 9) Transmettre à la SCDS un dossier pour la DECI comprenant :
  - une étude détaillant pour chaque établissement recevant du public : sa défense extérieure contre l'incendie prévue en fonction : de son type d'activité, sa surface totale non recoupée, sa distance par rapport aux autres exploitations.
  - un plan de situation qui matérialise les distances entre les établissements et les points d'eau avec leurs volumes et/ou débits.

Le RDDECI de l'Ain ainsi que les fiches techniques sont consultables sur le site internet du SDIS 01 « [www.sdis01.fr](http://www.sdis01.fr) ».

- 10) **Assurer la défense extérieure contre l'incendie** conformément à l'arrêté préfectoral du 21 mars 2017 portant Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) (en particulier le chapitre 1.4.5 relatif aux Établissements Recevant du Public (ERP)), **par des points d'eau incendie (P.E.I.) réparties judicieusement sur le site, assurant, en fonctionnement simultané, un débit minimum pendant 2 heures, calculé en fonction des établissements.**

Le 1<sup>er</sup> P.E.I. doit être placé à moins de 200 mètres de l'entrée principale de l'établissement à défendre.

Le 2<sup>ème</sup> P.E.I. doit se situer au maximum à 200 mètres du bâti, les suivants à 400 mètres maximum en utilisant des cheminements accessibles aux sapeurs-pompiers.

De surcroît, les emplacements des points d'eau incendie doivent être :

- facilement accessibles en permanence ;
  - signalés conformément à la norme française ;
  - situés à 5 mètres au plus du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie ;
  - les poteaux normalisés doivent être conformes aux normes NF EN 14384:2006-02, NF S 61-213/CN:2007-04 et NF S 62-200:2009-08.
- (Articles MS 5 à 7).

Par ailleurs, le projet d'implantation des **P.E.I. non normalisés** (conforme aux fiches techniques N° 2.2.1 à 2.4.1) devra faire l'objet d'une proposition de l'exploitant, pour avis, via la mairie, auprès de la sous commission départementale de sécurité. En outre, ce projet **devra être réceptionné** par le SDIS (service prévision) **avant la visite d'ouverture** de l'établissement.

Le RDDECI de l'Ain ainsi que les fiches techniques sont consultables sur le site internet du SDIS 01 « [www.sdis01.fr](http://www.sdis01.fr) ».

#### **9- RECOMMANDATION :**

1) Implanter des circulations, des dégagements et des accès desservant les emplacements de camping et les habitations en nombre et en largeur suffisants pour permettre l'évacuation du public et l'accès des services de secours.

2) Aménager et dimensionner la défense extérieure incendie en tenant compte de la globalité du site et de ses activités, ERP, camping et habitation.

#### **10- OBSERVATION :**

Le contrôle exercé par la commission de sécurité ne dispense pas les constructeurs, les propriétaires et les exploitants du respect de l'ensemble des dispositions réglementaires applicables à ce type d'établissement et ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.123-3 et R.123-43 du CCH).

#### **11- CONCLUSION :**

Il est proposé aux membres de la Sous-Commission Départementale de Sécurité d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à la réalisation de ce projet **sous réserve de l'application des textes et prescriptions de sécurité mentionnés ci-dessus.**

En vue de l'autorisation d'ouverture, l'établissement fera l'objet, dès l'achèvement des travaux et avant la première admission du public, d'une visite de réception par la Sous-Commission Départementale de Sécurité (SCDS). La demande de passage de la commission de sécurité doit être formulée au moins un mois avant la visite (article R.123-14).

L'Officier préventionniste,



Lieutenant 1<sup>er</sup> classe PERRIN Philippe



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AIN

Sous-Commission Départementale pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur

## AVIS

Le Président,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié et la circulaire de Monsieur le Ministre de l'Intérieur du 22 juin 1995 relatifs à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2018 instituant la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur.

Considérant le rapport d'étude au titre de la sous-commission départementale pour la sous-commission départementale pour la sécurité incendie contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH), réunie le **vendredi 24 avril 2020** sous la présidence de Colonel Hors-Classe Jean-Luc PANIS, Le Directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours.

### DÉCIDE :

- d'émettre un **avis Favorable** relatif à :

PA 001 229 20 D 0001

Projet de réaménagement de la base, démolition et construction d'ERP, modification des accès et des voies engins

**Base de Loisirs - Centre Nautique de la Plaine Tonique**

599 Route d'Etrez à MALAFRETAZ

Le Président,

Colonel Hors-Classe Jean-Luc PANIS

